

LIVRE BLANC

# Une nouvelle frontière dans la sensibilisation aux sanctions et le respect de celles-ci

EN COLLABORATION AVEC:

U.S. Department of State's Office  
of Cooperative Threat Reduction

CRDFGLOBAL

# Contenu

Rapport de synthèse	02
Situation actuelle	03
Améliorer la mise en œuvre des sanctions. <b>ÉTUDE DE CAS 1:</b> Démêler un réseau d'approvisionnement complexe	04
Des méthodes évolutives pour saisir la nature dynamique des sanctions. <b>ÉTUDE DE CAS 2:</b> Identifier les opérations des sociétés écrans par le biais d'une entité sanctionnée par l'extension	05
Suivi continu de l'exposition au risque de sanctions par le biais d'une diligence raisonnable rigoureuse. <b>ÉTUDE DE CAS 3:</b> Découvrir le contrôle et l'influence cachée	08
Contrôles perpétuels de la connaissance du client (pKYC) déclenchés par des événements de risque en temps réel	11
Procédure de conformité	12

# Rapport de synthèse

Après l'imposition de nouvelles sanctions économiques dans les mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les institutions financières mondiales ont eu besoin de clarifier les processus et les politiques qu'elles avaient mis en place. Conscients de l'importance d'encourager le dialogue et de renforcer la sensibilisation à l'application des sanctions, le Département d'État américain et le CRDF Global ont organisé une série de conférences dans le monde entier, Moody's Analytics mettant à disposition ses experts en criminalité financière, ses données et ses solutions pour animer les ateliers. Chaque atelier couvre les cadres des sanctions mondiales, la conformité et les stratégies de gestion des risques, ainsi qu'au moins une étude de cas sur les techniques d'évasion. Dans ce document, nous partageons trois de ces études de cas, ainsi que les conseils sur le programme de conformité aux sanctions que les participants ont trouvés les plus utiles. Les cas d'utilisation sont basés sur des exemples réels, mais tous les noms de personnes et d'entités figurant dans les études de cas ci-dessous sont fictifs.

**La collaboration entre Moody's Analytics, l'Office of Cooperative Threat Reduction (CTR) du département d'État américain et CRDF Global est un exemple de collaboration réussie entre le secteur public et le secteur privé, qui vise à mieux faire connaître les sanctions économiques et à en renforcer l'efficacité.**

# Situation actuelle

Les communautés internationales adoptent une approche multilatérale des sanctions économiques contre la Russie à la suite de son invasion illégale de l'Ukraine en février 2022. Les mesures, y compris les restrictions financières étendues, ont été immédiatement imposées et ont continué à évoluer et à se renforcer. Selon le ministère de la Justice, cette campagne de sanctions vise à affaiblir et à perturber la capacité de la Russie à faire la guerre tout en stabilisant l'économie mondiale<sup>1</sup>. Au moment de la publication, les États-Unis et leurs alliés ont réussi à bloquer ou à geler plus de 58 milliards de dollars de comptes financiers et de ressources économiques appartenant à des Russes sanctionnés<sup>2</sup>, et environ 300 milliards de dollars d'actifs de la Banque centrale de Russie<sup>3</sup>. L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor des États-Unis a annoncé des mesures plus strictes et un élargissement des pouvoirs en matière de sanctions lors du sommet du G7 de 2023 à Hiroshima.

En réponse aux efforts déployés par les alliés pour mettre en œuvre des sanctions plus sévères, des représentants politiques de haut rang, des militaires, des paramilitaires et des entités opérant dans des secteurs clés en Russie et au Belarus ont recours à des techniques d'évasion de plus en plus sophistiquées pour échapper aux sanctions.

Leurs avoirs sont dissimulés dans un labyrinthe complexe de trusts, de paradis fiscaux, de sociétés écrans et d'autres moyens visant à contourner les sanctions, selon l'analyse fournie par des experts en criminalité financière à Moody's Analytics.

Le nombre d'entités et d'individus figurant sur les différentes listes de sanctions a augmenté rapidement, et les parties sanctionnées par extension sont encore plus nombreuses.

Il est essentiel que les gouvernements et les institutions aient une compréhension globale du cadre juridique, des mécanismes de mise en œuvre et des approches fondées sur le risque pour garantir l'efficacité des sanctions dans une nouvelle ère d'évasion. Cela nécessite un dialogue et une coopération continus entre les agences gouvernementales, les institutions financières et les autres acteurs clés impliqués dans la conception et l'application des sanctions.

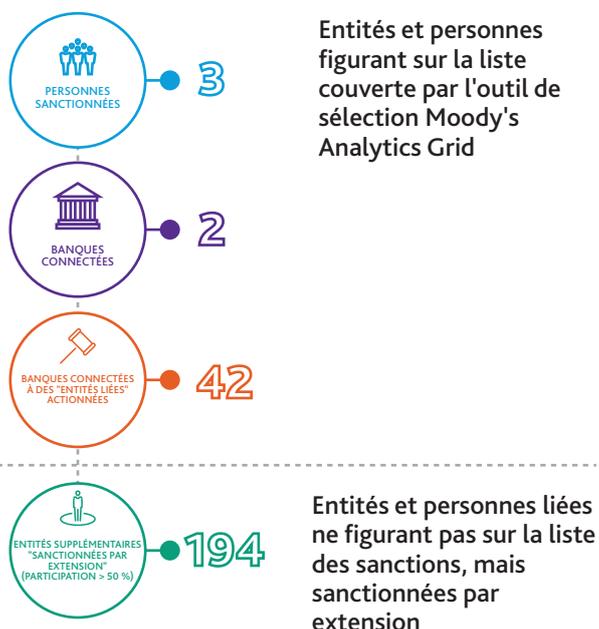


FIGURE 1:

Aller au-delà des listes de sanctions pour découvrir les entités et les individus sanctionnés par extension<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Source: <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/five-russian-nationals-including-suspected-fsb-officer-and-two-us-nationals-charged>

<sup>2</sup> Source: <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1329>

<sup>3</sup> Source: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT\\_22\\_4232](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_22_4232)

<sup>4</sup> Les données sont tirées de l'outil de sélection Grid de Moody's Analytics à partir de février 2023.

# Améliorer la mise en œuvre des sanctions

## ÉTUDE DE CAS 1: DÉMÊLER UN RÉSEAU COMPLEXE DE MARCHÉS PUBLICS

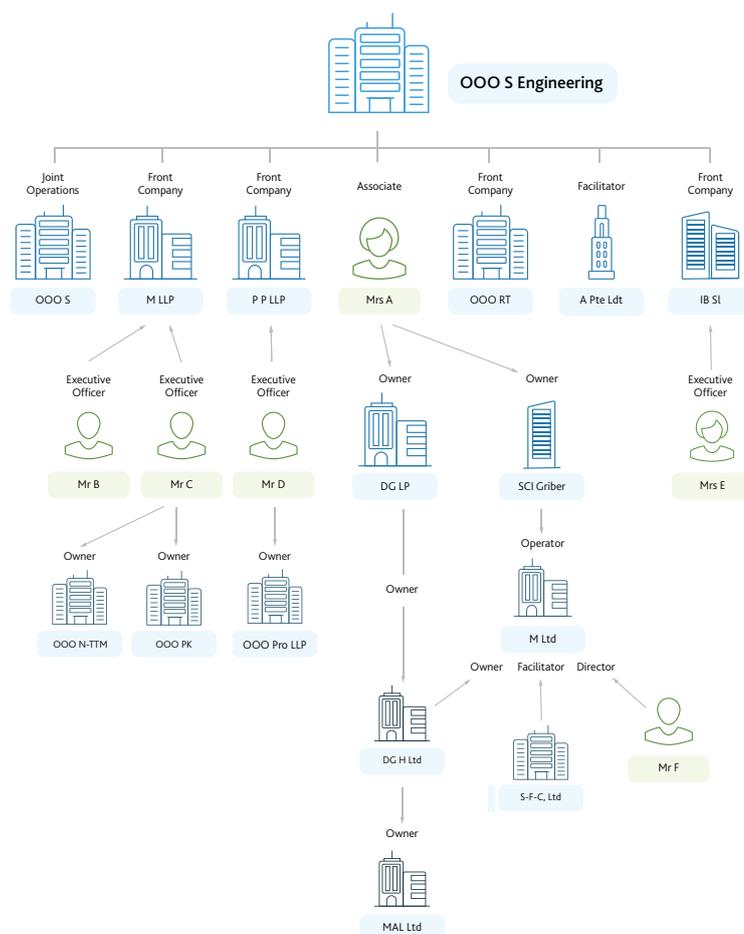
Lorsque l'OFAC a annoncé sa répression des réseaux d'évasion des sanctions et des entreprises technologiques russes<sup>5</sup>, elle a révélé une tendance à l'évasion des sanctions qui est apparue dès 2014 à 2016, à la suite des sanctions imposées en réponse à l'annexion de la Crimée par la Russie<sup>6</sup>. De multiples individus sanctionnés ont créé des structures d'entreprise excessivement complexes pour obtenir un contrôle et une influence ultimes sur l'entité, même si la structure de propriété, ainsi que les participations directes et indirectes, ne reflétaient pas une propriété actionnariale de 50 % ou plus. Ces coalitions informelles ou formelles cachées étaient difficiles à disséquer ou à détecter.

Dans l'étude de cas ci-dessous, publiée par le département du Trésor américain, une Société d'ingénierie ayant une empreinte mondiale s'est engagée dans des activités de prolifération par le biais d'un réseau d'approvisionnement pour l'acquisition de technologies applicables au domaine militaire.

Selon un communiqué de presse diffusé par le bureau du procureur des États-Unis du district oriental de New York, la société d'ingénierie a géré un vaste réseau de sociétés écrans et de comptes bancaires dans le monde entier, dans le but de dissimuler les véritables destinataires des équipements fournis par les États-Unis<sup>7</sup>.

**FIGURE 2:**

La description par la Société du Trésor américain d'une société d'ingénierie disposant d'un réseau d'approvisionnement à l'échelle mondiale<sup>8</sup>



<sup>5</sup> Source: <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0692>

<sup>6</sup> Source: <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2014/03/20-21/>

<sup>7</sup> Source: <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/five-russian-nationals-including-suspected-fsb-officer-and-two-us-nationals-charged>

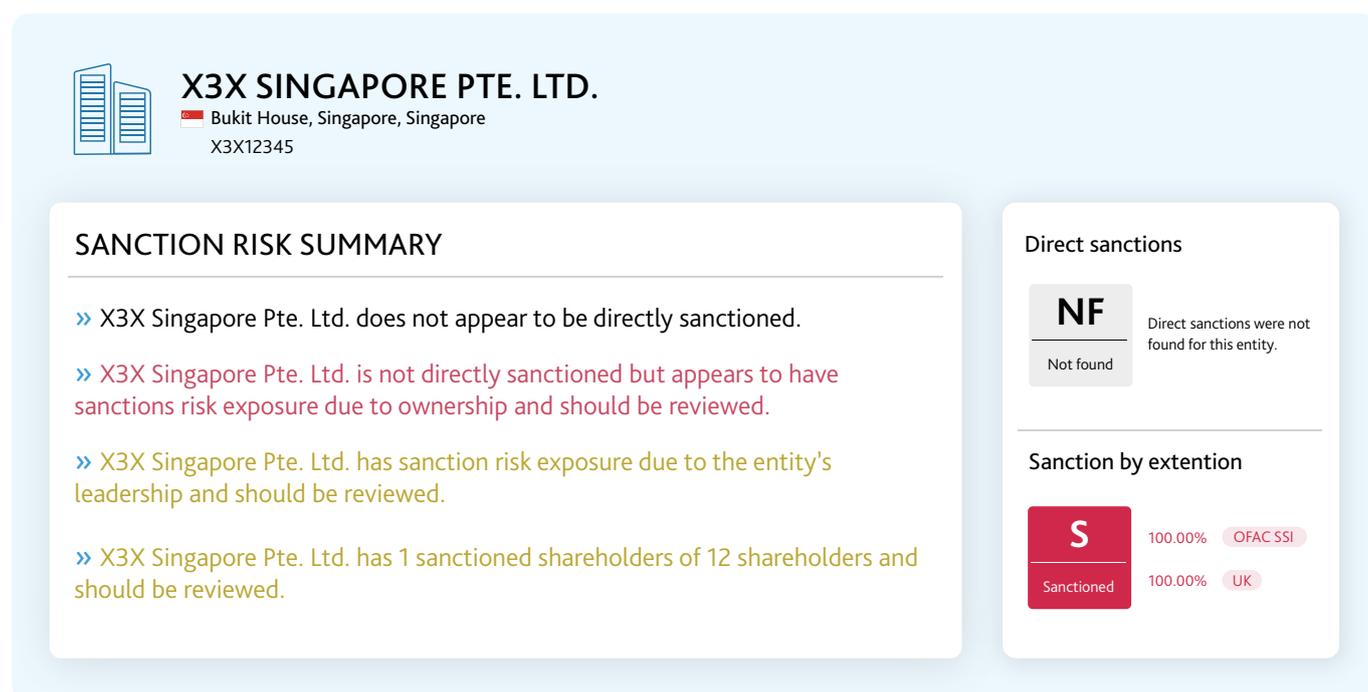
<sup>8</sup> Source: Ce graphique a été recréé à partir de <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0692>. Il s'agit d'un cas d'utilisation réel.

# Des méthodes en évolution pour saisir la nature dynamique des sanctions

## ÉTUDE DE CAS 2 : IDENTIFIER LES OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS ÉCRANS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE ENTITÉ SANCTIONNÉE PAR L'EXTENSION

Compte tenu de la complexité et de la sophistication croissantes des techniques d'évasion des sanctions, la vérification directe des entités par rapport à la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées (liste SDN) de l'OFAC n'est plus suffisante. Dans certains cas, les entités sanctionnées profitent de lacunes pour utiliser des personnes morales comme moyen d'échapper à la détection.

Pour que les institutions financières puissent atténuer les risques potentiels posés par l'utilisation abusive de personnes morales, il est essentiel que leurs équipes de conformité découvrent les sociétés écrans potentielles au sein de leur portefeuille de clients, et qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable à l'égard de toutes les contreparties des transactions.



**FIGURE 3:** Résumé du risque de sanction de la Société de spa et de bien-être<sup>9</sup>

<sup>9</sup> Les données sont tirées de la solution Sanctions360 de Moody's Analytics.

Moody's Analytics a utilisé sa base de données pour démêler les informations relatives à l'entité et à la propriété de cette Société basée à Singapour, et a identifié une possible opération de société écran sur la base de ces indicateurs communs :

- **Le pouvoir de vote des actionnaires est discutable:** La Société exploite une entreprise de spa et de bien-être enregistrée à Singapour, mais un examen des actionnaires dans la Figure 4 montre qu'il y a plusieurs propriétaires étrangers avec un pouvoir de vote important, y compris deux agences gouvernementales. Il s'agit là d'un signal d'alarme qui incite souvent les institutions financières à enquêter plus avant sur les activités de la Société.
- **Propriété de l'entité:** En utilisant les données pour démêler les niveaux de propriété (Figure 5), nous voyons que l'entité est en fin de compte détenue par des parties sanctionnées en Russie, ce qui peut indiquer qu'elles dissimulent la propriété pour contourner les sanctions.
- **Adresse de constitution:** Un examen plus approfondi des informations relatives à cette société révèle que la même adresse d'incorporation est utilisée par plus de 100 autres entités, toutes remontant au même propriétaire ultime, ce qui est révélateur des risques liés aux sociétés écrans.

Une société ayant une structure de propriété, des informations sur la société et d'autres indicateurs de risque de société écran similaires pourrait facilement contourner les alertes de risque d'une institution financière si cette dernière n'a pas une connaissance approfondie du profil de ses clients. En plus d'exposer les institutions financières à une surveillance réglementaire accrue, ces banques peuvent également se voir infliger des amendes pour insuffisance des contrôles de risque et de détection en cas d'évasion réussie des sanctions ou de blanchiment d'argent.

Pour que les équipes chargées de la conformité puissent comprendre le réseau interconnecté plus vaste dans lequel opèrent ces entités sanctionnées, elles doivent synthétiser des points de données globaux qui reflètent les évolutions dynamiques et en temps réel de ces réseaux.

Au cours du conflit entre la Russie et l'Ukraine, les sanctions ont évolué, passant d'un accent initial sur les entités russes et bélarussiennes à des entités situées dans d'autres juridictions ayant des activités commerciales et économiques actuelles ou passées avec la Russie, telles que la Suisse, Chypre, les Émirats arabes unis, Singapour, Hong Kong, les Îles Caïmanes et l'Italie. Les institutions financières peuvent calibrer leurs approches basées sur le risque en matière de respect des sanctions en fonction de la localisation de ces entités.



**S'appuyant sur nos dizaines d'années d'expérience au niveau international et sur notre engagement profond à atténuer l'évasion des sanctions, ce programme fournit des solutions de formation sur mesure et efficaces en matière de conformité dans le monde entier. Dans le cadre de notre vision plus large d'un monde plus sûr, nous sommes fiers de renforcer les institutions en reliant les individus et en leur donnant les moyens d'acquérir des connaissances et faire preuve de diligence raisonnable. Les membres de l'équipe de la CRDF ont ainsi pu bénéficier d'une grande quantité de ressources à utiliser dans le cadre de leurs activités professionnelles.**

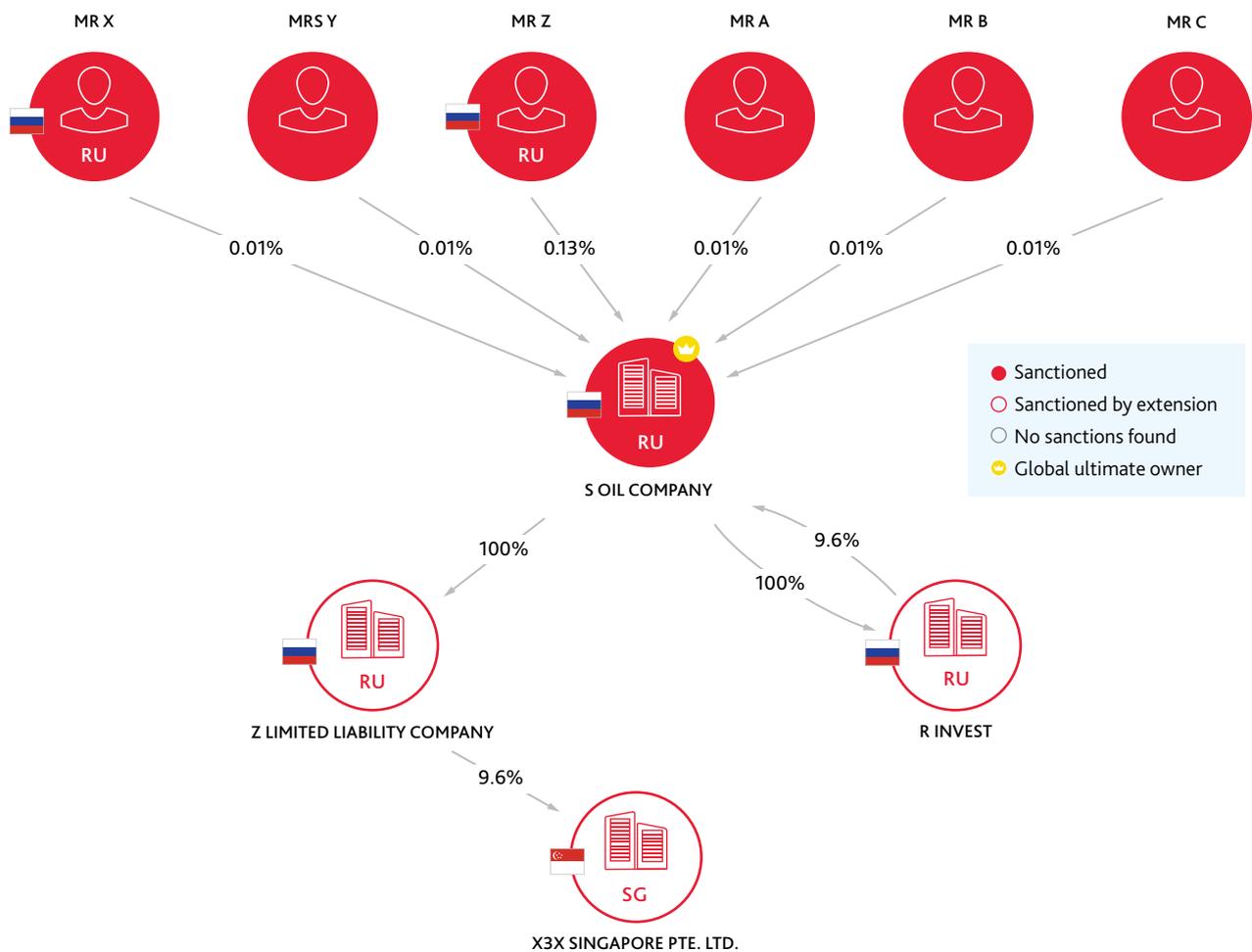
**Tina Dolph, présidente et directrice des opérations de la CRDF Global**



Entity name	Voting power	Country	Direct sanctions
X3X SINGAPORE PTE. LTD.		Singapore	
S OIL COMPANY	100.00%	Russian Federation	<span style="color: red;">OFAC SSI</span> <span style="color: red;">UK</span>
R INVEST	20.28%	Russian Federation	NONE FOUND
T OIL INVEST	23.38%	Qatar	NONE FOUND
Q INVESTMENT AUTHORITY	23.38%	Qatar	NONE FOUND
Z LIMITED LIABILITY COMPANY	100.00%	Russian Federation	NONE FOUND
GOVERNMENT OF R	76.51%	Russian Federation	NONE FOUND
GOVERNMENT OF Q	23.38%	Qatar	NONE FOUND
FEDERAL AGENCY OF R	66.45% <span style="color: red;">⚠</span>	Russian Federation	NONE FOUND
R INVESTMENT AUTHORITY	23.47%	United Kingdom	NONE FOUND

**FIGURE 4:**

Le gouvernement de R détient 76,51 % des droits de vote dans la société de spa et de bien-être<sup>10</sup>.



**FIGURE 5:**

Structure de propriété : 6 personnes sanctionnées et 1 société sanctionnée liée à la société de spa et de bien-être<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Les données proviennent de la solution Sanctions360 de Moody's Analytics.

<sup>11</sup> Les données sont tirées de la solution Sanctions360 de Moody's Analytics.

# Suivi continu de l'exposition au risque de sanctions par le biais d'une diligence raisonnable rigoureuse

## ÉTUDE DE CAS 3 : DÉCOUVRIR LE CONTRÔLE ET L'INFLUENCE CACHÉE

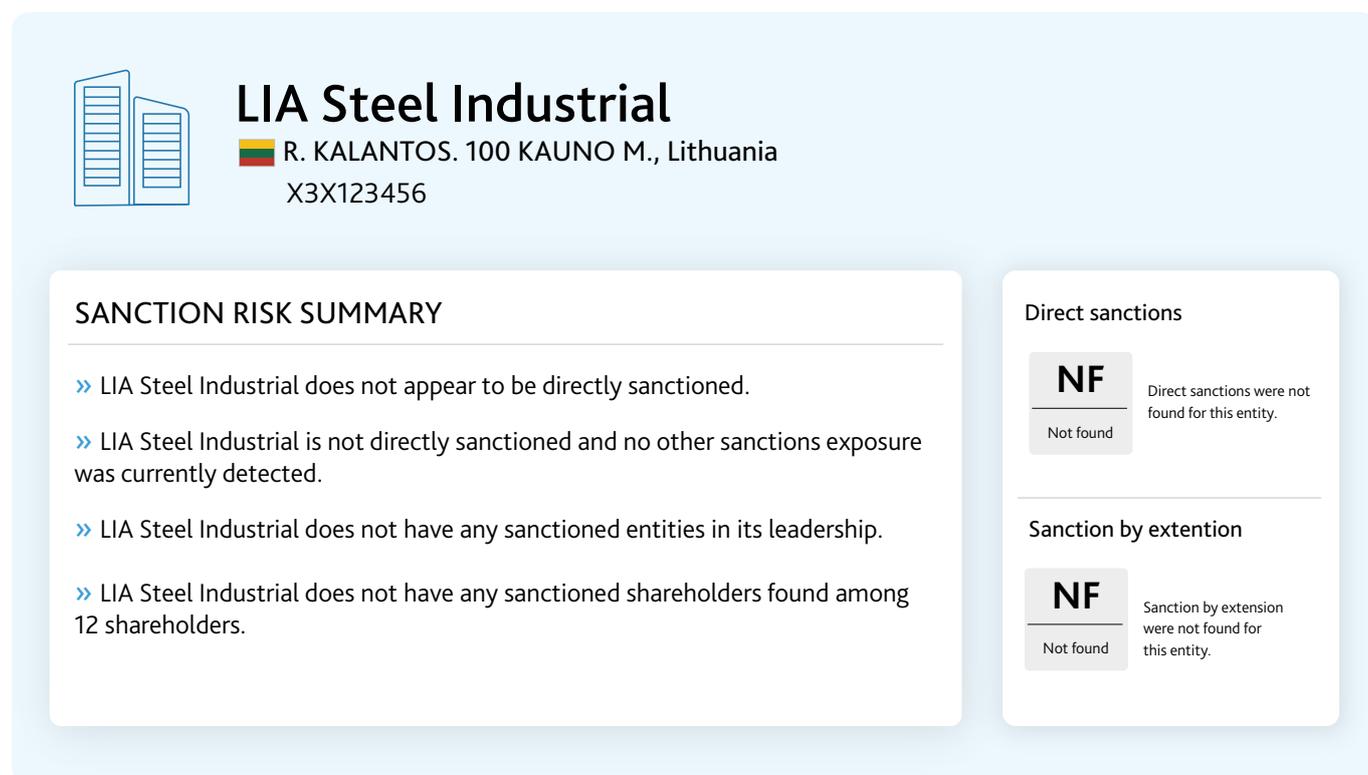
Trois questions se posent de propriété:

1. Qui contrôle l'entité
2. Comment ils contrôlent l'entité
3. Où se trouvent leurs clients

L'étude de cas présentée dans cette section porte sur les sanctions économiques visant à geler les avoirs des personnes associées au régime russe.

La figure 6 présente le résumé du risque de sanctions d'une société européenne du secteur de la fabrication et de la logistique. Aucune exposition aux sanctions n'a été signalée pour l'entité et ses actionnaires.

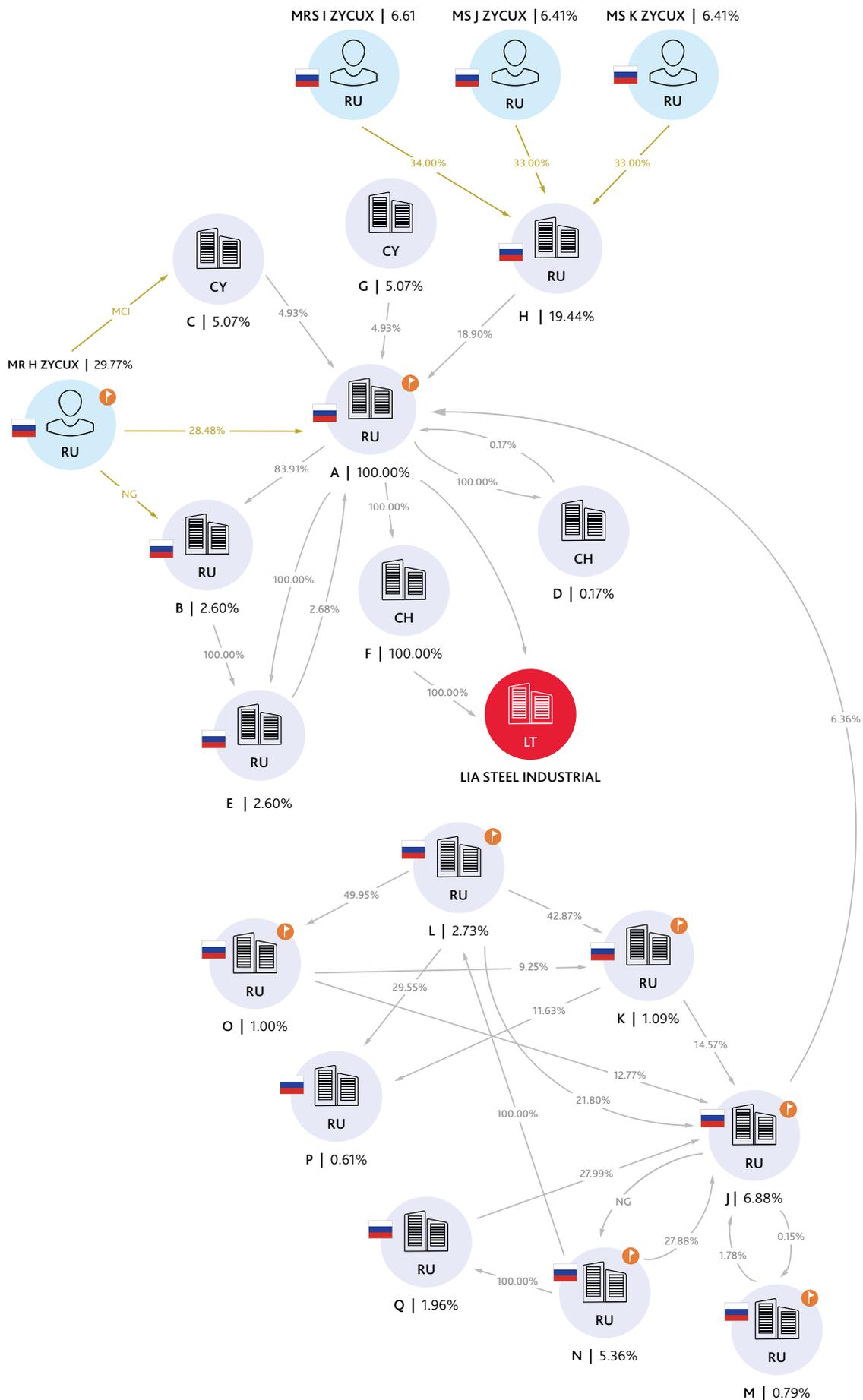
La figure 7 montre la structure de l'actionariat juste après l'invasion. L'arbre de propriété fait apparaître quatre membres de la famille au sommet, avec une participation combinée de 49,2 % - juste en dessous du seuil fixé par la règle des 50 % de l'OFAC<sup>12</sup>.



**FIGURE 6:** Résumé du risque de sanction de la société d'ingénierie <sup>13</sup>

<sup>12</sup> Source: <https://ofac.treasury.gov/faqs/401>

<sup>13</sup> Les données sont tirées de la solution Sanctions360 de Moody's Analytics.



**FIGURE 7:**

L'arbre de propriété avant l'invasion montre qu'une personne sanctionnée, M. H. Zycux, détenait 29,77 % des actions de la société d'ingénierie<sup>14</sup>

<sup>14</sup> Les données proviennent de Moody's Analytics.

On pourrait en conclure que le principal actionnaire de la famille, M. H Zycux, qui détient 29,77 %, n'exerce aucun contrôle sur la Société. Cependant, la Figure 8 montre que M. H. Zycux est associé à une entité désignée par l'OFAC, et le score de pouvoir calculé mesure son influence à 98,60 %.

Les risques liés à cette société sont également mis en évidence par les indicateurs suivants:

- M. H. Zycux est le président du conseil d'administration de la société sanctionnée en question (figure 9)
- Il existe une propriété circulaire avec une autre société faisant des affaires dans les oblasts sous embargo de Donetsk et Luhansk
- La société était également liée à une société anonyme sanctionnée liée au gouvernement russe. Après l'invasion, il y a eu un remaniement et les liens avec le gouvernement russe ont été rompus en raison de l'apparition d'un nouvel actionnaire russe, Mme VG (figure 10). Toutefois, les signaux d'alerte justifient toujours une vérification minutieuse.

**Pour que les équipes chargées de la conformité puissent comprendre le réseau interconnecté plus vaste dans lequel opèrent ces entités sanctionnées, elles doivent synthétiser des points de données globaux qui reflètent les évolutions dynamiques et en temps réel de ces réseaux.**

Entity name	Voting power	Country	Direct sanctions
 LIA STEEL INDUSTRIAL		 Lithuania	
 JCO CH YUTUKU	1.26%	 Russian Federation	NONE FOUND
 MRS I ZYCUX	1.33%		NONE FOUND
 MR H ZYCUX	98.60%	 Russian Federation	NONE FOUND
 LIA INTERNATIONAL	100.00%	 Switzerland	NONE FOUND
 ABC COMPANY	1.47%	 Cyprus	NONE FOUND
 V HOLDINGS	1.30%	 Cyprus	NONE FOUND
 MECHEL MINING AO	1.26% 	 Russian Federation	NONE FOUND
 LIA MINING	100.00%	 Russian Federation	NONE FOUND
 S1234567	1.47%		NONE FOUND

**FIGURE 8:**

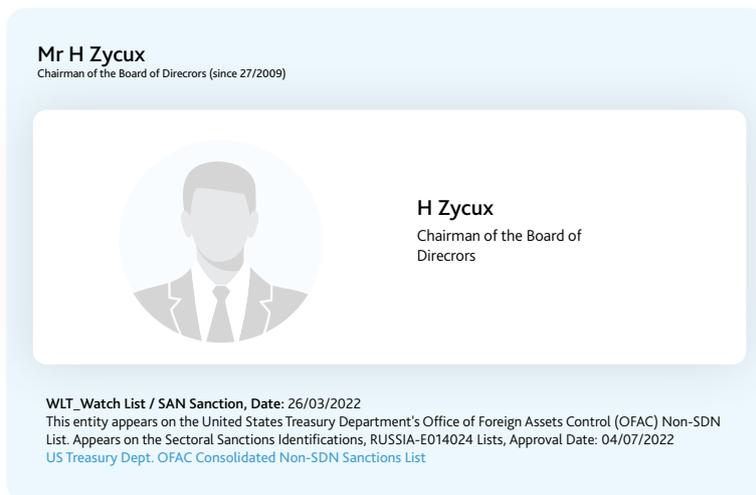
M. H. Zycux dispose d'un droit de vote de 98,6 % au sein de la société d'ingénierie<sup>15</sup>

<sup>15</sup> Les données sont tirées de la solution Sanctions360 de Moody's Analytics.

## DES CONTRÔLES PERPÉTUELS DE CONNAISSANCE DU CLIENT (PKYC) DÉCLENCHÉS PAR DES ÉVÉNEMENTS DE RISQUE EN TEMPS RÉEL

Dans un cliché plus récent de la même Société, illustré ci-dessous dans la Figure 10, nous voyons que M. H. Zycux a maintenant une participation plus importante de 36,15 %. La structure de l'actionnariat est également plus simple, car un membre de la famille (Mme K Zycux, figure 7) n'est plus propriétaire, ce qui supprime le lien apparent avec le gouvernement russe - ce qui aurait pu être fait pour éviter que les sanctions ne soient détectées.

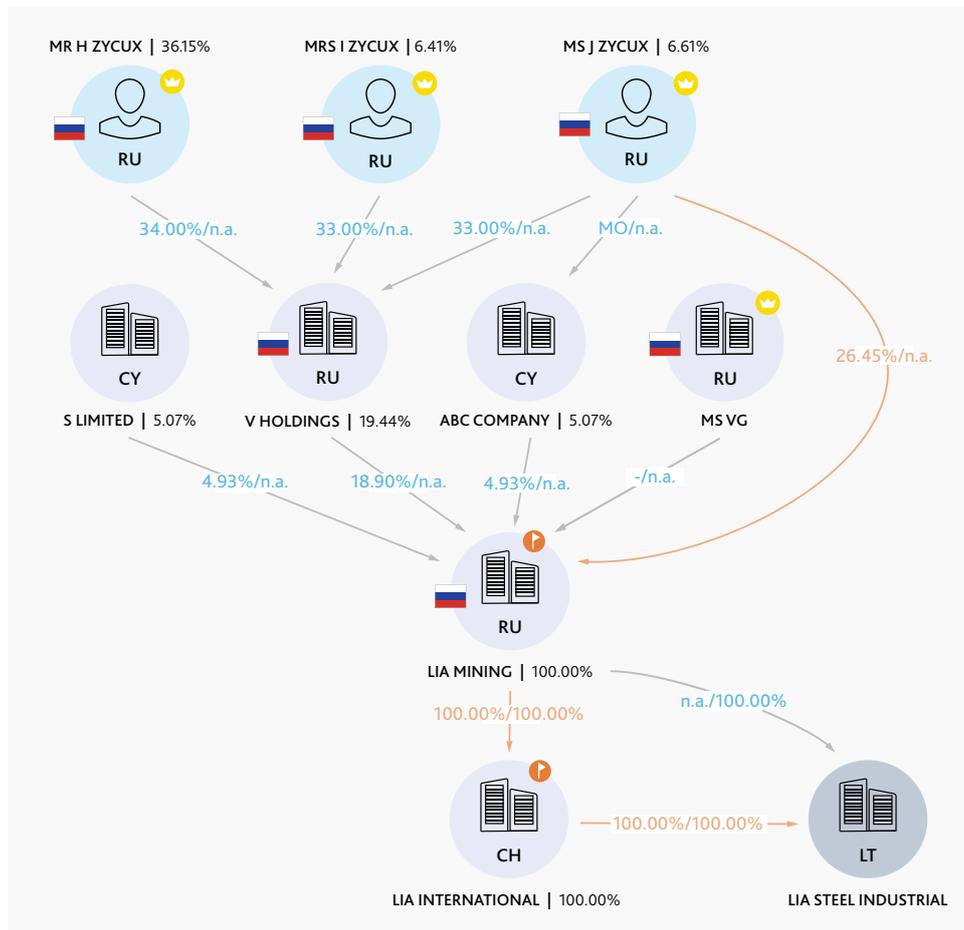
Toutefois, l'un des nouveaux bénéficiaires effectifs du troisième niveau est un ressortissant russe. Étant donné qu'il s'agit d'un changement important dans le profil de risque de la relation d'affaires, il serait prudent pour une institution financière de procéder à un contrôle déclenché par un événement dans le cadre de ses efforts permanents en matière de connaissance du client.



### FIGURE 9:

M. H. Zycux figure sur la liste des sanctions sectorielles du bureau du département du Trésor des États-Unis (OFAC) Non-SDN list<sup>16</sup>

<sup>16</sup> Source : Ce graphique a été recréé à partir de la liste Non-SDN de l'Office of Foreign Assets Control du département du Trésor américain. Il s'agit d'un cas d'utilisation réel.



**FIGURE 10:**

Un changement important dans le profil de risque de la relation d'affaires de cette société, dont la propriété est désormais contrôlée par les frères et sœurs M. H Zycux, Mme I Zycux, Mme J Zycux<sup>17</sup>

## Procédure de conformité

### ALLER AU-DELÀ DE LA LISTE

La méthode de filtrage linéaire consistant à comparer les noms aux listes officielles de sanctions est insuffisante. Elle expose les organisations à des risques importants car elle ne tient pas compte des entités détenues et/ou contrôlées par des personnes sanctionnées.

Le climat actuel des sanctions a engendré des techniques créatives d'évasion des sanctions qui s'appuient sur des sociétés écrans, l'utilisation de juridictions opaques et un faux dessaisissement au profit de membres de la famille et d'associés proches afin d'obscurcir la propriété et le contrôle.

Afin d'identifier les entités considérées comme sanctionnées par extension, il est nécessaire de procéder à un contrôle préalable approfondi pour protéger votre organisation contre les risques de sanctions.

Il est essentiel que votre organisation ait accès à des données complètes et à des outils d'investigation intuitifs pour que les risques de sanctions soient identifiés de manière efficace et efficiente.

<sup>17</sup> Les données sont dérivées de Moody's Analytics.

## LA MISE EN PLACE DE CONTRÔLES INTERNES SOLIDES

Pour atténuer les risques posés par les techniques croissantes d'évasion des sanctions, il est important de veiller à ce que le personnel soit correctement formé et ait accès aux données et aux outils adéquats. Des orientations devraient être données sur les tendances et les défis en matière d'évasion des sanctions, tels que, mais sans s'y limiter, les suivants:

- Mise en place d'un réseau complexe d'organisations visant à dissimuler la propriété d'une entité désignée
- Utilisation de sociétés fictives - les indicateurs de risque comprennent des états financiers inhabituels, l'adresse du siège social et/ou des administrateurs utilisés par un nombre anormalement élevé de sociétés, la localisation dans des juridictions opaques, un objet social contradictoire, l'absence de présence sur le web
- Contrôle de fait par une personne désignée en dépit d'une propriété limitée. Cela peut se faire par le biais d'un faux dessaisissement des parts de propriété au profit de membres de la famille et d'associés proches, en occupant des postes d'administrateur ou d'autres postes de direction, ou en disposant d'un pouvoir de vote important grâce à la mise en place de coalitions de vote.

Il est impératif de surveiller en permanence les clients, les fournisseurs et les autres contreparties pertinentes d'une organisation, telles que les propriétaires, les administrateurs et les actionnaires. Cependant, en raison du volume et de l'ampleur de la diligence raisonnable qui doit être menée, les organisations les plus sophistiquées ont utilisé des ensembles de données, des outils d'investigation intuitifs et l'intelligence artificielle pour les aider à détecter efficacement les risques d'évasion des sanctions.

## FAVORISER UNE APPROCHE GLOBALE DU RESPECT DES SANCTIONS

Le respect des sanctions exige de comprendre et d'identifier les structures de propriété et de contrôle des parties potentiellement sanctionnées afin d'empêcher les activités interdites.

La collaboration entre Moody's Analytics, l'Office of Cooperative Threat Reduction (CTR) du département d'État américain et CRDF Global est un exemple de collaboration réussie entre le secteur public et le secteur privé, qui vise à mieux faire connaître les sanctions économiques et à en renforcer l'efficacité.

Ces ateliers visent à améliorer la compréhension du cadre juridique et réglementaire régissant l'application des sanctions économiques, y compris les lois américaines et internationales pertinentes, les réglementations locales et les lignes directrices. Deuxièmement, nous visons à fournir des conseils pratiques sur la mise en œuvre des sanctions, y compris les meilleures pratiques en matière de conformité et de gestion des risques, ainsi que des stratégies pour identifier et traiter l'évasion potentielle des sanctions.

Le programme reconnaît que l'accès aux bons ensembles de données et la compréhension de l'exposition à des structures d'entreprise complexes peuvent être difficiles. En combinant les données sur les sanctions pertinentes pour le risque avec les informations sur la propriété et le contrôle, les institutions financières peuvent assurer la conformité avec les réglementations applicables.

Enfin, le programme vise à faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les fonctionnaires, les institutions financières et les autres parties prenantes impliquées dans la conception, la mise en œuvre et l'application des sanctions.

Les ateliers ont eu lieu en 2022 et 2023 en Asie-Pacifique, en Grande-Bretagne, en Europe et dans les îles Vierges Britanniques.

# À propos du CRDF Global

CRDF Global est une organisation indépendante à but non lucratif qui propose des programmes internationaux de formation et de renforcement des capacités afin de promouvoir la sûreté, la sécurité et la durabilité. Avec des bureaux dans le monde entier, la société promeut l'intégrité de la recherche internationale et la sécurité des connaissances, la protection des données et de la propriété intellectuelle, ainsi que la cybersécurité et la sécurité de l'information à l'échelle mondiale. CRDF Global collabore avec des agences gouvernementales, des universités et le secteur privé pour renforcer la connectivité entre les experts et adapter l'application des meilleures pratiques internationales qui permettent une découverte scientifique transparente et des applications de la recherche et de la technologie.

<https://www.crdfglobal.org/>

# À propos du Département d'État américain, Bureau de la coopération Réduction de la menace

L'Office of Cooperative Threat Reduction (CTR) est financé par le compte de la non-prolifération, de l'antiterrorisme, du déminage et des programmes connexes (NADR), et gère le programme Global Threat Reduction. Les efforts de CTR visent notamment à perturber le financement, le transport et l'acquisition de matériel, de technologie et d'expertise en matière d'ADM par des États proliférateurs tels que la Chine, la RPDC, l'Iran, la Russie et la Syrie, ainsi qu'à prévenir les attaques d'ADM menées par ISIS et d'autres acteurs terroristes.

<https://www.state.gov/bureaus-offices/under-secretary-for-arms-control-and-international-security-affairs/bureau-of-international-security-and-nonproliferation/office-of-cooperative-threat-reduction/>

# À propos de Moody's Analytics

La solution Compliance & Third Party Risk Management de Moody's Analytics permet de filtrer les sanctions et d'assurer un suivi permanent de toutes les informations pertinentes sur les bénéficiaires effectifs ultimes et les parties prenantes, en temps quasi réel. En intégrant les données sur les sanctions, les listes de surveillance et les nouvelles médiatiques défavorables dans des flux de travail automatisés pour évaluer le risque et calculer la propriété d'une entité à son propriétaire ultime, les solutions KYC de Moody's aident les organisations à comprendre le risque dans leur réseau d'affaires et à prendre des décisions sur les mesures d'atténuation nécessaires.

Nous poursuivons notre soutien tout au long du cycle de vie de la relation en permettant la surveillance perpétuelle du risque de contrepartie à travers les réseaux d'affaires mondiaux en temps quasi réel. Moody's Analytics aide les clients à automatiser les parcours d'intégration dans 197 pays, à travers 211 juridictions : en réalisant +800 millions de vérifications de nouveaux clients et de tiers chaque jour en moyenne en 2022, y compris des vérifications par rapport à notre base de données de +19 millions de profils de risque, +462 millions d'entités, et +34 000 entités sanctionnées.

<https://moody.com/kyc>

PRENDRE CONTACT

# Informations sur les contacts

## AMÉRIQUES

+1.212.553.1653

[clientservices@moodys.com](mailto:clientservices@moodys.com)

## EUROPE

+44.20.7772.5454

[clientservices.emea@moodys.com](mailto:clientservices.emea@moodys.com)

## ASIE (hors Japon)

+852.3551.3077

[clientservices.asia@moodys.com](mailto:clientservices.asia@moodys.com)

## JAPON

+81.3.5408.4100

[clientservices.japan@moodys.com](mailto:clientservices.japan@moodys.com)

DISCOVER MORE  
[MOODY'S.COM/KYC](https://www.moodys.com/kyc)

**MOODY'S**  
ANALYTICS